

F. 86 — 1415

**5 JUIN 1986. — Arrêté de l'Exécutif d'application du décret du 5 juillet 1985 fixant les conditions de reconnaissance des centres sportifs universitaires et assimilés et des fédérations sportives scolaires et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces institutions**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 5 juillet 1985 fixant les conditions de reconnaissance des centres sportifs universitaires et assimilés et des fédérations sportives scolaires et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces institutions;

Vu l'avis de la section française du Conseil supérieur de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en Plein Air donné le 29 janvier 1986;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 24 octobre 1985;

Vu l'urgence justifiée par le manque de dispositions réglementaires en cette matière et qu'il importe de prendre lesdites mesures dans les délais les plus brefs compte tenu des nombreuses demandes de subventions introduites;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de reconnaître et d'octroyer des subsides aux centres sportifs universitaires et assimilés et aux fédérations sportives scolaires dès l'exercice 1986;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Sur la proposition de notre Ministre-Président et vu la délibération de l'Exécutif du 5 juin 1986;

Arrêtons :

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- a) « Ministre », le Ministre de l'Exécutif de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions;
- b) « Décret », le décret du 5 juillet 1985 fixant les conditions de reconnaissance des centres sportifs universitaires et assimilés et des fédérations sportives scolaires et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces institutions;
- c) « Centre sportif », l'association reconnue comme centre sportif universitaire ou assimilé en application des dispositions du chapitre Ier du décret précité;
- d) « Fédération sportive », l'association reconnue comme fédération sportive scolaire en application des dispositions du chapitre III du décret précité;
- e) « Administration », l'Administration de l'Éducation physique, des Sports et de la Vie en Plein Air du Ministère de la Communauté française;
- f) « Année de référence », l'année civile qui précède l'exercice budgétaire, à charge duquel les subventions octroyées en application des dispositions du décret précité sont liquidées;
- g) « Année budgétaire », l'année de l'exercice budgétaire à charge duquel les subventions octroyées en application des dispositions du décret précité sont liquidées.

**CHAPITRE 1er. — De l'intervention dans les dépenses de personnel**

**Art. 2.** Pour l'application des articles 7 et 18 du décret, la rémunération à prendre en considération pour le calcul des subventions comprend le traitement effectivement payé par le centre sportif pour les membres du personnel qu'il utilise à temps plein ou payé par la fédération sportive aux membres de son personnel employés à temps plein, augmenté du pécule de vacances et de la cotisation versée par l'employeur en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs.

Cette rémunération est plafonnée au montant brut du traitement alloué à un secrétaire d'administration du personnel des Ministères, ajusté en tenant compte de l'indexation appliquée à ce traitement durant l'entièreté de l'année de référence.

**Art. 3.** Lorsqu'un membre du personnel n'a presté ses services que pendant une partie de l'année de référence, le montant brut visé à l'article 2 ci-dessus est fixé au *pro rata* du nombre de mois entiers prestés, les fractions de mois étant négligées.

**Art. 4.** Le plafond dont question à l'article 2 ci-dessus varie comme suit en fonction de l'âge atteint par les membres du personnel intéressés au 1er janvier de l'année de référence.

- les membres du personnel qui n'ont pas atteint l'âge de 30 ans : le montant brut de secrétaire d'administration sans ancienneté utile;
- les membres du personnel qui ont atteint l'âge de 30 ans : le montant du traitement brut de secrétaire d'administration ayant une ancienneté utile de 5 ans;
- les membres du personnel qui ont atteint l'âge de 40 ans : le montant du traitement brut de secrétaire d'administration ayant une ancienneté utile de 15 ans;
- les membres du personnel qui ont atteint l'âge de 50 ans : le montant du traitement brut maximum de secrétaire d'administration.

**Art. 5.** Pour que la rémunération accordée aux membres du personnel visés à l'article 2 ci-dessus puisse être prise en considération pour le calcul de la subvention, il faut que les intéressés répondent aux conditions suivantes :

- 1° être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques;
- 2° ne pas avoir atteint l'âge de 65 ans au 1er janvier de l'année de référence;
- 3° a) en ce qui concerne les centres sportifs, être lié au centre sportif ou à l'établissement universitaire ou d'enseignement supérieur de type long au sein duquel il organise ses activités, par un contrat d'emploi à durée déterminée ou à durée indéterminée, pour des prestations à temps plein.

Dans le cas où l'employeur est l'établissement universitaire ou d'enseignement supérieur de type long, les membres du personnel concerné doivent être mis à la disposition, à temps plein, du centre sportif par un acte officiel contresigné par les représentants des trois parties ici en cause.

b) en ce qui concerne les fédérations sportives, être lié à la fédération sportive concernée par un contrat d'emploi, à durée déterminée ou à durée indéterminée, pour des prestations à temps plein;

4° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'études délivré par un établissement d'enseignement appartenant au régime linguistique français;

5° ne pas exercer une autre occupation professionnelle principale dans le secteur public ou dans le secteur privé; est réputée occupation principale toute profession dont l'horaire normal est tel qu'il absorbe totalement une activité professionnelle normale.

#### CHAPITRE II. — De l'intervention dans les dépenses relatives aux activités prestées

**Art. 6.** Pour l'application de l'article 8 du décret, sont réputées admissibles dans les limites fixées ci-après, les dépenses effectivement exposées par les centres sportifs au cours de l'année de référence (la date de paiement étant prise en considération) et reprises dans les catégories suivantes :

1° les frais de secrétariat comprenant :

a) les frais de bureau tels que fournitures de bureau, papier, imprimés, reliures, affranchissement de la correspondance, téléphone, abonnements et achats de journaux et publications spécialisées;

b) l'acquisition, la location et l'entretien de matériel de bureau tels que machines à écrire, à calculer, à reproduire, matériel informatique.

— Ne sont pas prises en considération les dépenses relatives à l'acquisition, la location et l'entretien des locaux et du mobilier, les frais de chauffage et d'éclairage desdits locaux ainsi que les dépenses de personnel non visées par l'article 7 du décret.

— Les frais de secrétariat sont pris en considération jusqu'à un montant maximum de :

a) 350 000 francs pour les centres sportifs exerçant leurs activités dans un établissement comptant au moins 5 000 étudiants régulièrement inscrits;

b) 300 000 francs pour les centres sportifs exerçant leurs activités dans un établissement comptant de 500 à 4 999 étudiants régulièrement inscrits;

c) 200 000 francs pour les centres sportifs exerçant leurs activités dans un établissement comptant moins de 500 étudiants régulièrement inscrits;

2° les dépenses résultant de l'organisation de concours, de tournois et de championnats organisés par le centre sportif à l'intention de ses membres régulièrement affiliés à concurrence des frais ci-après, déduction faite des recettes provenant de la publicité et des droits d'entrée relatifs auxdites manifestations :

a) les honoraires et rémunérations accordées aux personnes chargées de fonction d'animation, de formation, d'entraînement et d'arbitrage pour les prestations fournies à l'occasion de ces activités ainsi que les frais de déplacements s'y rapportant, à condition que ces personnes ne soient pas prises en considération pour le calcul de la subvention accordée en application de l'article 7 du décret;

b) la location de matériel destiné à l'activité concernée;

c) les frais d'assurance qui résultent de l'organisation desdites manifestations sportives;

3° les frais de parcours résultant de déplacements effectués par les responsables du centre sportif chargés de tâches de direction, d'administration, d'animation ou d'entraînement pour un montant maximum de 150 000 francs qui doivent être appuyés par des pièces justificatives en attestant la réalité et le paiement aux intéressés.

4° les dépenses résultant de l'obligation de souscrire une assurance en application des dispositions de l'article 2, point 10, du décret, à concurrence de 70 francs par membre affilié.

5° les dépenses résultant de l'organisation d'activités de vulgarisation destinées à promouvoir la pratique sportive par l'ensemble des étudiants régulièrement inscrits à l'établissement dans lequel le centre sportif exerce ses activités à l'exclusion des frais de réceptions, banquets, cadeaux, souvenirs, séances récréatives à caractère non sportif, etc.

6° les frais de location d'installations sportives nécessaires à la réalisation des activités régulières du centre sportif, à concurrence de 4 000 000 de francs pour les centres sportifs exerçant leurs activités dans un établissement comptant au moins 5 000 étudiants régulièrement inscrits.

— 2 500 000 francs pour les centres sportifs exerçant leurs activités dans un établissement comptant de 500 à 4 999 étudiants régulièrement inscrits.

— 1 000 000 de francs pour les centres sportifs exerçant leurs activités dans un établissement comptant 500 étudiants régulièrement inscrits.

7° le montant de la cotisation annuelle versée par le centre sportif à l'Association Sportive de l'Enseignement Universitaire et Supérieur (ASEUS).

**Art. 7.** Pour l'application de l'article 19 du décret, sont réputées admissibles dans les limites fixées ci-après, les dépenses effectivement exposées par les fédérations sportives, au cours de l'année de référence (la date de paiement étant prise en considération) et reprises dans les catégories suivantes :

1° les frais de secrétariat comprenant :

a) les frais de bureau tels que fournitures de bureau, papier imprimés, reliures, affranchissement de la correspondance, téléphone, abonnements et achats de journaux et publications spécialisées;

b) l'acquisition, la location et l'entretien de matériel de bureau tel que machines à écrire, à calculer, à reproduire, matériel informatique;

c) les frais résultant de l'édition, l'impression et la diffusion de périodiques ou de publications ayant un lien direct avec l'objet de la fédération sportive, déduction faite des recettes provenant de la publicité et de la vente de ces publications ou périodiques, y compris la quote-part des cotisations constituant le droit de recevoir celles-ci.

— Ne sont pas prises en considération les dépenses relatives à l'acquisition, la location et l'entretien des locaux et du mobilier, les frais de chauffage et d'éclairage desdits locaux ainsi que les dépenses de toutes natures relatives à des prestations de personnel non visées par l'article 18 du décret.

— Ces frais de secrétariat sont pris en considération jusqu'à un montant maximum de 500 000 francs.

2° les dépenses résultant de l'organisation de concours, de tournois et de championnats organisés par la fédération sportive au niveau de la Communauté française ou d'une région appartenant à cette Communauté; à concurrence des frais ci-après, déduction faite des recettes provenant de la publicité et des droits d'entrée relatifs auxdites manifestations.

a) les honoraires et rémunérations accordées aux personnes chargées de fonction d'animation, de formation, d'entraînement ou d'arbitrage pour les prestations fournies à l'occasion de ces activités ainsi que les frais de déplacement s'y rapportant, à condition que ces personnes ne soient pas prises en considération pour le calcul de la subvention accordée en application de l'article 18 du décret;

b) la location de matériel destiné à l'activité concernée;

c) les frais d'assurance qui résultent de l'organisation desdites manifestations sportives;

3° les frais de parcours résultant de déplacements effectués par les responsables de la fédération sportive chargés de tâches de direction, d'administration, d'animation, de formation ou des tâches d'entraînement.

— les frais sont pris en considération pour un montant maximum de 250 000 francs et doivent être appuyés par des pièces justificatives en attestant la réalité et le paiement aux intéressés.

4° les dépenses résultant de l'obligation de souscrire une assurance en application des dispositions de l'article 13, point 10, du décret, à concurrence de 70 francs par membre affilié.

5° les dépenses résultant de l'organisation d'activités de vulgarisation destinées à promouvoir la pratique sportive par l'ensemble des élèves régulièrement inscrits aux établissements pour lesquels la fédération sportive exerce ses activités; en ce compris, les frais exposés par les cercles sportifs scolaires dans le cadre de leurs activités propres organisées par leurs fédérations sportives scolaires respectives, à l'exclusion des frais de réceptions, banquets, séances récréatives à caractère non sportif, cadeaux, souvenirs, etc.

6° les frais de location d'installations sportives nécessaires à la réalisation des activités régulières de la fédération sportive à concurrence de 4 000 000 francs.

**Art. 8.** Ne sont en aucun cas considérés comme dépenses admissibles en application des articles 8 et 10 du décret, les frais relatifs à une activité pour laquelle une aide financière quelconque a été accordée par l'Administration.

#### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le même jour que le décret du 5 juillet 1985 fixant les conditions de reconnaissance des centres sportifs universitaires et assimilés et des fédérations sportives scolaires et les conditions d'octroi de subventions de fonctionnement à ces institutions.

**Art. 10.** Les centres sportifs qui exercent leurs activités au sein d'un établissement universitaire ou d'enseignement supérieur de type long pour lequel la même association ou une association similaire bénéficieraient d'une subvention à charge de l'article 33.03.11 de la section 73 du budget de la Communauté française pour l'exercice 1985, sont réputés satisfaire à la condition reprise au point 5 de l'article 2 du décret.

Bruxelles, le 5 juin 1986.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

Ph. MONFILS

#### VERTALING

N. 86 — 1415

**5 JUNI 1986. — Besluit van de Executieve tot toepassing van het decreet van 5 juli 1985 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de universitaire sportcentra en de daarmee gelijkgestelde centra en van de schoolsportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van werkingstoelagen aan deze inrichtingen**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de universitaire sportcentra en de daarmee gelijkgestelde centra en van de schoolsportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van werkingstoelagen aan deze inrichtingen.

Gelet op het advies van de Franse afdeling van de Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevén gegeven op 29 januari 1986;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 24 oktober 1985;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het gemis van reglementaire bepalingen op dit vlak en gelet op het feit dat de voormelde maatregelen binnen de kortst mogelijke termijn genomen dienen te worden daar talrijke aanvragen om toelagen ingediend zijn;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de behoefte de universitaire sportcentra en de daarmee gelijkgestelde centra en de schoolsportfederaties onmiddellijk vanaf het dienstjaar 1986 te erkennen en hun vanaf dat dienstjaar toelagen toe te kennen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Op de voordracht van Onze Minister-Voorzitter en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 5 juni 1986;

Besluiten :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

- a) « Minister », de Minister van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot wiens bevoegdheid de sport behoort;
- b) « Decreet », het decreet van 5 juli 1985 tot vaststelling van de voorwaarden voor erkenning van de universitaire sportcentra en daarmee gelijkgestelde centra en van de schoolsportfederaties en de voorwaarden voor de toekenning van werkingstoelagen aan deze instellingen;
- c) « Sportcentrum », de vereniging erkend als universitair sportcentrum of daarmee gelijkgesteld centrum bij toepassing van de bepalingen van hoofdstuk I van het voormelde decreet;
- d) « Sportfederatie », de vereniging erkend als schoolsportfederatie bij toepassing van de bepalingen van hoofdstuk III van het voormelde decreet;
- e) « Administratie », de Administratie voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevén van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- f) « Referentiejaar », het burgerlijk jaar dat het begrotingsjaar voorafgaat, ten laste waarvan de toelagen toegekend bij toepassing van de bepalingen van het voormelde decreet, uitbetaald worden;
- g) « Begrotingsjaar », het begrotingsjaar ten laste waarvan de toelagen toegekend bij toepassing van de bepalingen van het voormelde decreet, uitbetaald worden.

HOOFDSTUK I. — *Tegemoetkoming in de personeelsuitgaven*

**Art. 2.** Voor de toepassing van de artikelen 7 en 18 van het decreet omvat de bezoldiging die in aanmerking komt voor de berekening van de toelagen, de wedde effectief uitbetaald door het sportcentrum voor de met volledige dagtaak tewerkgestelde personeelsleden of uitbetaald door de sportfederatie aan haar met volledige dagtaak tewerkgestelde personeelsleden, vermeerderd met het vakantiegeld en de bijdrage gestort door de werkgever bij toepassing van de wet van de maatschappelijke zekerheid van de werknemers.

Deze bezoldiging bedraagt maximaal de brutowedde toegekend aan een bestuurssecretaris van het personeel van de Ministeries, aangepast met inachtneming van de indexering op deze wedde toegepast gedurende het gehele referentiejaar.

**Art. 3.** Wanneer een personeelslid zijn diensten slechts gedurende een gedeelte van het referentiejaar heeft gepresteerd, wordt het brutobedrag bedoeld bij voornoemd artikel 2 vastgesteld naar evenredigheid van het aantal gepresteerde volledige maanden, waarbij geen rekening gehouden wordt met fracties van maanden.

**Art. 4.** Het maximum waarvan sprake bij voornoemd artikel 2 schommelt als volgt op grond van de leeftijd bereikt door de betrokken personeelsleden op 1 januari van het referentiejaar.

- de personeelsleden die de leeftijd van 30 jaar niet hebben bereikt: het brutobedrag van bestuurssecretaris zonder dienende anciënniteit;
- personeelsleden die de leeftijd van 30 jaar hebben bereikt: het bedrag van de brutowedde van bestuurssecretaris met een dienende anciënniteit van 5 jaar;
- de personeelsleden die de leeftijd van 30 jaar hebben bereikt: het bedrag van de brutowedde van bestuurssecretaris met een dienende anciënniteit van 5 jaar;
- de personeelsleden die de leeftijd van 40 jaar hebben bereikt: het bedrag van de brutowedde van bestuurssecretaris met een dienende anciënniteit van 15 jaar;
- de personeelsleden die de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt: het bedrag van de maximale brutowedde van bestuurssecretaris.

**Art. 5.** Opdat de bezoldiging toegekend aan de personeelsleden bedoeld bij bovenvermeld artikel 2 in aanmerking kan worden genomen voor de berekening van de toelage, dienen de betrokkenen aan de volgende voorwaarden te beantwoorden:

- 1° van onberispelijk gedrag zijn en de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 2° de leeftijd van 65 jaar niet hebben bereikt op 1 januari van het referentiejaar;
- 3° a) voor wat betreft de sportcentra, gebonden zijn met het sportcentrum of de universitaire inrichting of inrichting van hoger onderwijs van het lange type waar zij hun activiteiten organiseren, bij een arbeidsovereenkomst voor bedienden met een bepaalde of onbepaalde duur, voor voltijdse prestaties.  
Ingeval de werkgever de universitaire inrichting of inrichting van hoger onderwijs het lange type is, moeten de betrokken personeelsleden met volledige dagtaak ter beschikking worden gesteld van het sportcentrum bij een officiële akte mede ondertekend door de vertegenwoordigers van de drie betrokken partijen.
- b) voor wat betreft de sportfederaties, gebonden zijn met de betrokken sportfederatie bij een arbeidsovereenkomst voor bedienden met een bepaalde of onbepaalde duur, voor voltijdse prestaties;
- 4° houder zijn van een diploma of van een studiegetuigschrift afgeleverd door een onderwijsinrichting die tot het Franse taastelsel behoort;
- 5° geen andere hoofdbetrekking uitoefenen in de openbare of de privé-sector; wordt als hoofdbetrekking beschouwd elk beroep waarvan de normale uurrooster een normale beroepsactiviteit totaal opslopt.

HOOFDSTUK II. — *Tegemoetkoming in de uitgaven betreffende de gepresteerde activiteiten*

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 8 van het decreet, worden als toelaatbaar beschouwd binnen de hierna vastgestelde perken, de uitgaven die effectief gedaan werden door de sportcentra tijdens het referentiejaar (de betaaldatum wordt daarbij in aanmerking genomen) en die aangehaald worden onder de volgende categorieën:

- 1° de secretariaatskosten, die omvatten:
  - a) de kantoorinkosten zoals kantoorbenodigdheden, papier, drukwerken, boekbinden, frankering van de briefwisseling, telefoon, abonnementen en aankoop van kranten en gespecialiseerde publicaties;
  - b) de aankoop, de huur en het onderhoud van kantoormaterieel zoals schrijf-, reken-, kopieermachines, computers.  
— Komen niet in aanmerking de uitgaven betreffende de aankoop, de huur en het onderhoud van de lokalen en van het meubilair, de verwarmings- en de verlichtingskosten van deze lokalen alsook de personeelsuitgaven die niet bedoeld zijn bij het artikel 7 van het decreet.  
— De secretariaatskosten worden in aanmerking genomen tot een maximaal bedrag van:
    - a) 350 000 frank voor de sportcentra die hun activiteiten uitoefenen in een inrichting waar minstens 5 000 studenten regelmatig zijn ingeschreven;
    - b) 300 000 frank voor de sportcentra die hun activiteiten uitoefenen in een inrichting die van 500 tot 4 999 regelmatig ingeschreven studenten telt;
    - c) 200 000 frank voor de sportcentra die hun activiteiten uitoefenen in een inrichting die minder dan 500 regelmatig ingeschreven studenten telt;
  - 2° de uitgaven die resultaten uit de organisatie van wedstrijden, toernooien en kampioenschappen door het sportcentrum georganiseerd voor zijn regelmatig aangesloten leden tot het bedrag van de hiernavermelde kosten, na aftrekking van de ontvangsten die voortvloeien uit de reclame en de toegangsprijzen betreffende de voornoemde manifestaties:
    - a) de erelonen en de bezoldigingen toegekend aan de personen belast met de taak van animatie, vorming, training en spelleiding voor de prestaties geleverd ter gelegenheid van deze activiteiten alsmede de reiskosten in dit verband, op voorwaarde dat deze personen niet in aanmerking komen voor de berekening van de toelage toegekend bij toepassing van artikel 7 van het decreet;
    - b) de huur van het materieel bestemd voor de betrokken activiteit;
    - c) de verzekeringskosten die voortvloeien uit de organisatie van de voornoemde sportmanifestaties;
  - 3° de reiskosten die voortvloeien uit reizen gedaan door de verantwoordelijken van het sportcentrum, belast met taken van directie, bestuur, animatie of training voor een maximaal bedrag van 150 000 F, die gestaafd moeten worden door bewijsstukken, waarbij bevestigd wordt dat die reizen werkelijk zijn en dat de kosten daarvan aan de betrokkenen betaald werden.

4° de uitgaven die resulteren uit de verplichting een verzekering aan te gaan bij toepassing van de bepalingen van artikel 2, punt 10, van het decreet, ten bedrage van 70 frank per aangesloten lid.

5° de uitgaven die resulteren uit de organisatie vulgarisatie-activiteiten bestemd voor het bevorderen van de sportpraktijk door het geheel van de studenten regelmatig ingeschreven bij de inrichting waar het sportcentrum zijn activiteiten uitoefent, met uitsluiting van de receptiekosten, banketten, geschenken, souvenirs, recreatievergaderingen van niet-sportieve aard, enz.

6° de huurkosten voor sportinstallaties nodig voor de verwezenlijking van regelmatige activiteiten van het sportcentrum, ten bedrage van 4 000 000 frank voor de sportcentra die hun activiteiten in een inrichting uitoefenen die minstens 5 000 regelmatig ingeschreven studenten telt.

— 2 500 000 frank voor de sportcentra die hun activiteiten uitoefenen in een inrichting die van 500 tot 4 999 regelmatig ingeschreven studenten telt.

— 1 000 000 frank voor de sportcentra die hun activiteiten in een inrichting uitoefenen die minder dan 500 ingeschreven studenten telt.

7° het bedrag van de jaarlijkse bijdrage gestort door het sportcentrum aan de « Association Sportive de l'Enseignement Universitaire et Supérieure (ASEUS).

**Art. 7.** Voor de toepassing van artikel 19 van het decreet, worden als toelaatbaar beschouwd binnen de hierna vastgestelde perken, de uitgaven die effectief gedaan werden door de sportfederaties tijdens het referentiejaar (waarbij de betaaldatum in aanmerking genomen wordt) en aangehaald onder de volgende categorieën :

1° de secretariaatskosten, die omvatten :

a) de kantooronkosten zoals kantoorbenodigdheden, papier, drukwerken, boekbinden, frankering van de briefwisseling, telefoon, abonnementen en aankoop van kranten en gespecialiseerde publicaties;

b) de aankoop, de huur en het onderhoud van kantoormaterieel zoals schrijf-, reken-, kopieermachines, computers;

c) de kosten die resulteren uit de uitgave, het drukken en de verspreiding van periodieken of van publicaties die een rechtstreeks verband hebben met de doelstelling van de sportfederatie, na aftrekking van de ontvangsten die voortvloeien uit de reclame en de verkoop van deze publicaties of periodieken, met inbegrip van het aandeel van de bijdragen die het recht vormen deze te ontvangen.

— Komen niet in aanmerking de uitgaven betreffende de aankoop, de huur en het onderhoud van de lokalen en van het meubilair, de verwarmings- en verlichtingskosten van de voormelde lokalen alsook de uitgaven van alle aard betreffende prestaties van het personeel die niet bedoeld zijn bij artikel 18 van het decreet.

— Deze secretariatskosten worden in aanmerking genomen tot een maximaal bedrag van 500 000 frank.

2° de uitgaven die resulteren uit de organisatie van wedstrijden, toernooien en kampioenschappen georganiseerd door de sportfederatie op het niveau van de Franse Gemeenschap of van een streek die tot deze Gemeenschap behoort, ten bedrage van de hiernavermelde onkosten, na aftrekking van de ontvangsten die voortvloeien uit de reclame en de toegangsprijzen betreffende noornoemde manifestaties.

a) de erelonen en de bezoldigingen toegekend aan de personen belast met de taak van animatie, vorming, training of spelleiding voor de prestaties geleverd ter gelegenheid van deze activiteiten alsmede de reiskosten in dit verband, op voorwaarde dat deze personen niet in aanmerking komen voor de berekening van de toelage toegekend bij toepassing van artikel 18 van het decreet;

b) de huur van het materieel bestemd voor de betrokken activiteit;

c) de verzekeringskosten die voortvloeien uit de organisatie van de voornoemde sportmanifestaties;

3° de reiskosten die voortvloeien uit reizen gedaan door de verantwoordelijken van de sportfederatie, belast met taken van directie, bestuur, animatie, vorming of training.

— de kosten komen in aanmerking voor een maximaal bedrag van 250 000 frank en moeten gestaafd worden door bewijsstukken waarbij bevestigd wordt dat die reizen werkelijk zijn en dat de kosten daarvan aan de betrokkenen betaald werden.

4° de uitgaven die resulteren uit de verplichting een verzekering aan te gaan bij toepassing van de bepalingen van artikel 13, punt 10, van het decreet, ten bedrage van 70 frank per aangesloten lid.

5° de uitgaven die resulteren uit de organisatie van vulgarisatie-activiteiten bestemd voor het bevorderen van de sportpraktijk door het geheel van de leerlingen regelmatig ingeschreven bij de inrichtingen waarvoor de sportfederatie haar activiteiten uitoefent; met inbegrip van de kosten gedaan door de schoolsportkringen in het raam van hun eigen activiteiten georganiseerd door hun respectievelijke schoolsportfederaties, met uitsluiting van de receptiekosten, banketten, recreatievergaderingen van niet-sportieve aard, geschenken, souvenirs, enz.

6° de huurkosten voor sportinstallaties nodig voor de verwezenlijking van regelmatige activiteiten van de sportfederaties ten bedrage van 4 000 000 frank.

**Art. 8.** Worden geenszins beschouwd als toelaatbare uitgaven bij toepassing van de artikelen 8 en 19 van het decreet, de kosten betreffende een activiteit waarvoor enige geldelijke steun door de Administratie werd toegestaan.

### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het decreet van 5 juli 1985 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de universitaire sportcentra en de daarmee gelijkgestelde centra van de schoolsportfederaties en de voorwaarde voor de toekenning van werkingstoelagen aan deze inrichtingen.

**Art. 10.** De sportcentra die hun activiteiten uitoefenen in een universitaire inrichting of inrichting van hoger onderwijs van het lange type waarvoor dezelfde vereniging of een soortgelijke vereniging een toelage genoten ten laste van artikel 33.03.11 van sectie 73 van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het dienstjaar 1985, worden geacht te voldoen aan de voorwaarde vermeld bij punt 5 van artikel 2 van het decreet.

Brussel, 5 juni 1986.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :  
De Minister-Voorzitter,  
Ph. MONFILS